Premières estimations de l'impact de la directive bien-être sur la filière œufs en Rhône-Alpes

par Eric MAINBOURG et Franz GUERDER (ITAVI)

Avec 4,55 millions de pondeuses, réparties dans près de 260 élevages, Rhône-Alpes est la deuxième région de production d'œufs de consommation derrière la Bretagne.

La production régionale d'œufs de consommation est globalement en retrait depuis 2000 : la région connaît une diminution du nombre d'élevages en cages et des effectifs associés, et l'augmentation du nombre d'élevages alternatifs, en particulier ceux sous Label Rouge et Agriculture Biologique, ne compense pas cette baisse d'effectif. Cette situation pourrait être liée au moins partiellement aux impacts de la directive 1999/74/CE "Bien-être".

Pour mesurer ces impacts directs et indirects et élaborer des scénarios possibles de l'évolution de la filière rhônalpine, une étude a été menée entre juin et août 2004 auprès de tous les acteurs régionaux. Cet article en résume les principales conclusions.

UN POTENTIEL DE PRODUCTION D'ŒUFS EN DIMINUTION

La production en cage est en recul (-430 000 pondeuses entre 2001 et 2003) ; les élevages en cage les plus touchés par l'application de la directive "Bien-être" sont les bâtiments vétustes et de taille peu importante (moins de 20 000 pondeuses). Les cessations d'activité des élevages en cage sont encore peu nombreuses mais augmenteront probablement. Après une forte hausse en 2001 et en 2003, le mode de production alternatif compte désormais 156 élevages et 1.03 million de places, renforçant l'importance de la part de ces types de produc-

tion en Rhône-Alpes (22.6 % des places contre 16.8 % en France) et la place de la région au niveau national (13 % des 7,94 millions de pondeuses alternatives). Les créations d'élevages alternatifs sont trois à quatre fois plus nombreuses qu'en élevage en cage, et les effectifs associés sont deux fois plus importants au total (respectivement 210 000 places créées entre 2001 et 2003 contre 150 000). Les jeunes agriculteurs et les personnes désirant créer une activité de production d'œufs se tournent majoritairement vers l'alternatif. Trois modes d'élevages (le sol, le biologique et le Label Rouge) connaissent un développement important, mais ils représentent à eux trois moins de 10 % des effectifs totaux de pondeuses.

L'augmentation du nombre de places de pondeuses alternatives (21 000 en 2003) ne compense cependant pas la diminution des effectifs de pondeuses en cage (200 000 en 2003). La production d'œufs de consommation connaît donc en Rhône-Alpes une véritable mutation, du fait d'une diminution des cheptels et d'une modification des modes d'élevage.

UNE DIMINUTION ET UNE RESTRUCTURATION DES ÉLEVAGES DE PONDEUSES, SUITE À L'APPLICATION DE LA DIRECTIVE

15 aviculteurs ont répondu à l'enquête, dont 8 sont en intégration et 6 sont indépendants, 1 éleveur indépendant ayant une partie de sa production en intégration. 9 d'entre eux ont au moins un bâtiment cage, 7 d'entre eux ont au moins un bâtiment en mode de production alternatif. Compte tenu de la taille réduite de

l'échantillon, les observations sont à considérer comme des tendances plutôt que comme des références.

Les 9 aviculteurs en cage enquêtés élèvent un total de 469 600 pondeuses (soit 13 % des effectifs régionaux élevés en cage) contre un cheptel total de 60 900 poules en systèmes alternatifs (soit 6 % des effectifs régionaux alternatifs). Les productions alternatives sont donc légèrement sous-représentées dans l'échantillon par rapport à la part moyenne régionale (respectivement 11,5 % contre 22,6 %).

En 2003, les éleveurs de poules en cage déjà en activité ont dû s'adapter aux exigences de la directive 1999/74CE en diminuant la densité de poules dans leurs bâtiments pour passer des 450 cm² aux 550 cm² demandés. En 2012, ceux qui souhaitent poursuivre leur activité devront supporter un lourd investissement, puisqu'il leur faudra installer de nouvelles cages, répondant aux critères européens notamment en terme de surface (750 cm²) et d'aménagement (nids, dispositif de raccourcissement des griffes, surface de grattage et de picorage).

Les éleveurs ont donc été amenés à faire des choix importants, en fonction des investissements réalisés dans le passé et des perspectives d'avenir des exploitations ; certains ont décidé l'arrêt ou la forte diminution de l'activité dès 2003, d'autres ont programmé l'arrêt de l'activité en 2012, d'autres encore ont décidé de s'orienter vers des modes d'élevage alternatifs ; enfin, certains, ayant investi en 2003, envisagent d'investir à nouveau en 2012 pour assurer la pérennité de leur élevage en cage.

D'après l'enquête réalisée auprès d'éleveurs en cage de Rhône-Alpes, ceux-ci se sont adaptés différemment à la directive, selon l'état de vétusté du bâtiment et

selon les perspectives d'avenir de l'exploitation avicole :

- un tiers des éleveurs ont diminué la densité de poules par cage, sans modification : passage de 6 à 5 poules par cage, par exemple. La diminution du nombre de pondeuses est alors en moyenne de 16 %,
- 22 % des éleveurs ont découpé la cloison de séparation entre deux cages ; la densité est alors amenée de 6 poules par cage à 11 poules pour deux cages "réunies". La diminution du potentiel de production est moindre [- 8,3 %], mais cette solution n'est envisageable que pour des installations récentes,
- 44 % des éleveurs ont construit un nouveau bâtiment ou rénové les bâtiments existants avec des cages aménageables, de façon à maintenir le potentiel de production de l'exploitation.

Plus de la moitié de ces éleveurs envisagent l'arrêt de l'activité en 2012 ; cela représente 137 000 pondeuses sur les 366 000 de l'échantillon. Parmi eux, 3 partiront en retraite en 2012, sans successeurs, 1 sera à la retraite mais a un successeur potentiel et 1 éleveur ne sera pas retraité, mais s'est déjà reconverti en élevage au sol.

Parmi ceux qui poursuivront leur activité en 2012, 2 investiront dans des cages aménagées, 1 éleveur se reconvertira au sol et 1 éleveur restait indécis au moment de l'enquête.

40 % des éleveurs enquêtés attribuent à la directive "bien-être" des augmentations de picage (de + 3 à + 5 %). La diminution de la densité dans les bâtiments a entraîné une baisse des calories dégagées par les animaux ; en conséquence, la maîtrise de la ventilation serait plus difficile.

Ils pensent également que la directive a eu un impact sur le taux de déclassement des œufs ; celui-ci aurait augmenté de quelques points. Ces informations qualitatives sont à mettre en relation avec les données obtenues par l'ITAVI sur les performances techniques des élevages de pondeuses depuis l'année 1999 jusqu'à 2003, qui montrent effectivement une augmentation importante du taux de déclassement et de la mortalité depuis 2001.

DES CONSÉQUENCES ÉGALEMENT RESENTIES AUPRÈS DES OPÉRATEURS DE LA FILIÈRE RÉGIONALE

Deux couvoirs, six fabricants d'aliment, onze opérateurs intégrant la production, dix centres de conditionnement, deux casseries et un fabricant de matériel d'élevage ont été rencontrés.

Les centres de conditionnement qui composaient l'échantillon traitent annuellement 1,07 milliard d'œufs, dont 79 % d'œufs cage et 21 % d'œufs alternatifs.

Globalement, l'offre en œufs standard est restée stable depuis 2001 et celle des œufs alternatifs s'est développée. Les approvisionnements se font en région Rhône-Alpes ou dans les départements limitrophes. Selon ces centres de conditionnement, les importations d'œufs coquille provenant hors France resteront limitées, pour des raisons d'ordre sanitaire, de traçabilité ou de logistique. En 2012, les perspectives d'avenir évoquées par les responsables des centres de conditionnement interrogés sont les suivantes :

- Les opérateurs les plus importants attendent le rapport d'étape pour prendre des décisions d'orientation en fonction d'éventuelles modifications de la directive; la plupart investira alors dans des bâtiments modernes, de taille importante, à proximité du centre.
- Les opérateurs de taille moins importante attendent également le rapport d'étape, mais sont indécis sur les investissements à réaliser et sur l'orientation à privilégier : cage, sol ou Plein Air.
- Les opérateurs qui sont surtout axés sur la production alternative développeront d'avantage le Label Rouge et le Biologique, car des parts de marché sont encore à prendre.

Les fermes de ponte ont connu un développement important ces dernières années : elles représentent aujourd'hui 26 % des effectifs (soit 667 000 poules) rattachées aux centres de conditionnement de l'échantillon (éleveurs intégrés + fermes de ponte). De plus, les projets de créations d'élevage s'appuient essentiellement sur le développement des fermes de ponte : sur les 330 000 places

prévues dans les années à venir (alternatif et cage), 250 000 concernent des fermes de ponte. Les créations d'unités de production sont davantage portées par les grands groupes. Ainsi, le nombre d'exploitations avicoles familiales va fortement diminuer ; les éleveurs indépendants seront les plus touchés.

Les responsables de casseries espèrent tous développer l'activité de production d'ovoproduits, en s'appuyant d'une part sur la possibilité de s'approvisionner en Espagne et dans les PECO et d'autre part sur le fort développement des IAA régionales.

En résumé, la filière Œuf compte en Rhône-Alpes 257 éleveurs, dont les trois quart sont en intégration pour le compte d'une quinzaine de centres de conditionnement. Suite au rapport d'étape de 2005, le pouvoir de décision appartiendra finalement à ces entreprises, qui devront orienter leurs choix essentiellement en fonction de critères économiques.

Rhône-Alpes peut sembler avoir pris du retard par rapport aux autres régions françaises ou européennes, qui ont amorcé plus précocement un virage stratégique, en s'orientant vers les productions alternatives et/ou vers la cage aménagée à 750 cm². Individuellement, les aviculteurs rhônalpins indiquent vouloir attendre le rapport d'étape 2005, afin de décider au mieux de l'orientation idéale. Les opérateurs régionaux, souvent associés ou faisant partie de grands groupes nationaux (Matines, Lustucru, Glon) ont plus vite réagi.

Ainsi, les opérateurs intégrant la production en cage ont vu leur potentiel de production se stabiliser ou augmenter sensiblement : depuis l'application de la directive, l'augmentation moyenne des effectifs de pondeuses en cage est de 4 %. Cette évolution moyenne des effectifs, en apparence contradiction avec la baisse globale des effectifs et du nombre d'élevages en cage, tend à renforcer l'hypothèse selon laquelle une majorité d'éleveurs indépendants de Rhône-Alpes, n'ayant pas les mêmes capacités financières que les intégrateurs, n'ont pas pu réaliser les investissements nécessaires au maintien de potentiel de production dans le cadre de l'application de la directive.

Le nombre d'éleveurs intégrés en 2012 pourrait se réduire de 10 % à 35 % selon les cas. Ainsi, les cessations d'activité d'ici 2012 représenteraient 467 000 poules en moins, sur un effectif de l'échantillon de 1 125 000 poules (soit une baisse de 42 %). Les projets de création d'élevages (environ 250 000 poules en cage) ne compenseraient que la moitié de ces diminutions d'effectifs.

UN AVENIR MARQUÉ PAR UNE DIMINUTION DU POTENTIEL DE PRODUCTION RÉGIONAL

Deux scénarios d'évolution de la filière ont été établis :

- **scénario 1** : après la remise du rapport d'étape en 2005, la surface de la cage aménagée reste établie à 550 cm² pour les bâtiments existants avant le 1^{er} janvier 2003 au lieu de 750 cm² initialement prévus,
- **scénario 2** : après la remise du rapport d'étape en 2005, la directive n'est pas modifiée et la surface de la cage aménagée reste fixée à 750 cm².

Quel que soit le scénario, la diminution du nombre d'élevages en cage semble importante (- 35 à - 40 %), mais les opérateurs ont une ferme volonté de recréer des unités de production d'œufs à proximité des bassins de consommation. Les installations en cage sont peu nombreuses ; les constructions de nouveaux bâtiments concernent surtout des reconversions ou des agrandissements.

La diminution des effectifs de poules élevées en cage va de 17 % (scénario 1) à 27 % (scénario 2). Cette diminution touchera notamment les éleveurs indépendants. Malgré les projets de création d'élevages des opérateurs (+ 200 000 à + 250 000 places), le déficit de la région en œufs cage sera augmenté de 150 millions (scénario 1) à 247 millions (scénario 2).

Pour rétablir un équilibre dans une région déjà déficitaire en œufs coquille, les opérateurs de Rhône-Alpes importeront des œufs des pays où les coûts de production de l'œuf sont inférieurs aux leurs (Espagne et PECO). Les opérateurs seront également encouragés par la politique des groupes nationaux : "produire des œufs à

proximité des bassins de consommation". Il est donc probable que les opérateurs créeront d'avantage de bâtiments en cage et donc de places que les 200 000 ou 250 000 prévues.

La part de la production alternative progresse chaque année ; en 2012, elle atteint 32 % (scénario 1) à 35 % (scénario 2). Pour développer ces productions, les opérateurs s'appuient sur les créations d'élevages (installations ou atelier complémentaire).

On observe d'ores et déjà un fort développement des créations d'élevages alterna-

tifs depuis quelques années. Si la directive n'est pas modifiée, le mode d'élevage au sol peut connaître un développement significatif (il est aujourd'hui minoritaire : 3 % des effectifs en Rhône-Alpes et 1 % de part de marché). Certains opérateurs et deux éleveurs de l'échantillon seraient intéressés par ce mode d'élevage, qui souffre aujourd'hui d'un manque de communication et de débouchés commerciaux.

La diminution globale du potentiel de production d'œufs en Rhône-Alpes sera de 7 % (scénario 1) à 14 % (scénario 2).

Le tableau suivant résume les principales estimations faites à partir des deux scénarios

	SCENARIO 1	SCENARIO 2
MODE D'ELEVAGE EN CAGE		
Effectifs totaux de poules élevées en cage en 2003	3.511 000	
dont chez éleveurs en intégration et éleveurs indépendants, hors fermes de ponte	2.844 000	
Diminution estimée du nombre de poules dans les élevages, hors ferme de ponte	- 854 000	- 1.144 000
Projets de construction de bâtiments cages des opérateurs	250 000	200 000
Effectifs totaux de poules élevées en cage en 2012	2.907 000	2.567 000
dont chez éleveurs en intégration et éleveurs indépendants, hors fermes de ponte	1.990 000	1.700 000
Evolution 2003/2012 du cheptel total de poules élevées en cage	- 17 %	- 27 %
Evolution du déficit de la région en œufs cage	+ 150 millions	+ 247 millions
MODE D'ELEVAGE ALTERNATIF		
Effectifs totaux de poules alternatives en 2003	1.030 000	
Evolution du cheptel de poules alternatives 2012/2003	320 000	360 000
dont projets de construction de bâtiments alternatifs des opérateurs	80 000	120 000
Effectifs totaux de poules alternatives en 2012	1.350 000	1.390 000
Evolution de l'offre en œufs alternatifs 2012/2003	+ 80 millions	+ 90 millions
TOUS MODES D'ELEVAGE CONFONDUS		
Nombre total de poules en 2003, tous modes d'élevage confondus	4.550 000	
Nombre total de poules en 2012, tous modes d'élevage confondus	4.257 000	3.957 000
Part de l'alternatif en 2012	32 %	35 %